

ACTION URGENTE

COLOMBIE. LA FILLE D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS PRISE POUR CIBLE

La fille d'Ingrid Vergara, éminente défenseure colombienne des droits humains, a reçu un SMS indiquant que sa mère avait été tuée.

Le 30 avril 2013, la fille d'Ingrid Vergara a reçu un SMS disant : « Salut salope, ta mère est mort, hahaha. » Ingrid Vergara est la porte-parole de la branche du Département de Sucre du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE) à Sincelejo, dans le nord de Colombie.

Plusieurs membres de cette section ont été menacés de mort à plusieurs reprises. Ainsi, le 12 février dernier, une menace de mort a été adressée à plusieurs membres du MOVICE. Cette organisation lutte pour la restitution des terres volées en Colombie et vise à dénoncer les groupes paramilitaires qui agissent dans un climat d'impunité. La fille d'Ingrid Vergara a plusieurs fois été prise pour cible, dans le but de pousser sa mère à cesser ses activités en faveur des droits humains.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à assurer la sécurité d'Ingrid Vergara, de sa famille et des autres membres du MOVICE-Sucre, dans le strict respect de leurs souhaits ;
- engagez-les à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur les menaces de mort adressées aux membres du MOVICE, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter leurs obligations vis-à-vis de la situation des défenseurs des droits humains, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 JUIN 2013 À :

Président de la Colombie

Juan Manuel Santos

Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente*

Santos, / Monsieur le Président,

Directeur de l'Unité de protection -

Ministère de l'Intérieur

Andres Villamizar

Unidad Nacional de Protección del

Ministerio del Interior

Carrera 58 No. 10-51

Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 261 6287 (merci de vous
montrer persévérant-e)**

Formule d'appel : *Estimado Sr.*

Villamizar, / Monsieur,

Copies à :

Movimiento Nacional de Víctimas de

Crímenes de Estado

Calle 38 No 28 A 30

Barrio Bogotá Sincelejo, Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. LA FILLE D'UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS PRISE POUR CIBLE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le MOVICE est une vaste coalition d'organisations de la société civile, qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années. Ses membres rassemblent des informations et dénoncent de nombreux cas d'homicides et de disparitions forcées orchestrés par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires dans le département de Sucre. Le MOVICE-Sucre et le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo ont soutenu nombre de victimes dans leur quête de justice, notamment dans l'affaire des « faux positifs », qui concerne des homicides extrajudiciaires, principalement d'hommes jeunes, commis par l'armée. Celle-ci a plus tard présenté les victimes comme des guérilleros, ou même des paramilitaires, tués au combat. Le 30 avril dernier, Robinson Eustaquio Barbosa Almanza a été déclaré coupable d'avoir recruté de jeunes hommes en leur faisant de fausses promesses de travail pour finalement les livrer à l'armée, qui a procédé à leur exécution. Le MOVICE-Sucre a travaillé sur cette affaire.

Les membres de cette section luttent également pour la restitution des terres volées et sont pris pour cible en raison de leur travail. Eder Verbel Rocha, membre du MOVICE, a été tué par des paramilitaires le 23 mars 2011. Rogelio Martinez, également membre de l'organisation, qui militait pour la restitution des terres de l'exploitation agricole La Alemania a été tué le 18 mai 2010. D'autres membres du MOVICE ont été victimes de menaces de mort et d'agressions.

Les dernières menaces en date surviennent à un moment critique de la procédure judiciaire concernant la restitution de terres aux agriculteurs de l'exploitation La Europa, affaire sur laquelle le MOVICE-Sucre a également travaillé. Le 9 mai 2013, ces agriculteurs ont reçu un pamphlet, qui accusait Argemiro Lara Barreto, un des responsables de La Europa impliqué dans la procédure, et Ingrid Vergara d'avoir des liens avec la guérilla.

Ce n'est pas la première fois que la fille d'Ingrid Vergara est prise pour cible (voir AU 301/09 et ses mises à jour : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/027/2009/fr>, 9 novembre 2009 ; <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/036/2010/fr>, 3 décembre 2010 ; <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/008/2011/fr>, 31 mars 2011 ; <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/013/2011/fr>, 20 avril 2011).

Personnes concernées : Ingrid Vergara et sa famille, et d'autres membres du MOVICE-Sucre

Genre : hommes et femmes

AU 122/13, AMR 23/020/2013, 13 mai 2013

